



Le CT DO de la semaine dernière s'est de nouveau illustré par une conduite désastreuse du dialogue social. S'il a abordé, durant les six premières heures, les questions diverses non traitées lors du CT précédent, les échanges n'ont fait que confirmer l'impossibilité d'instaurer un débat d'idées. Entre autres :

- ☀ **Méthode de calcul des JRH** : ce point, mis à l'ordre du jour à la demande du SNCTA, fait suite au CT DSNA du 12 novembre 2020 au cours duquel le DSNA s'était engagé à définir une méthode de calcul socialement favorable. Malgré cela, dans la continuité des passages en force du début d'année et en dépit de ses propres engagements, la DO refuse toute modification de la « nouvelle » méthode ;
- ☀ **Télétravail** : à contre courant de la Fonction publique et de la DGAC, la DO n'accordera dans un premier temps que « 12 jours annuels de télétravail aux détachés ». Le SNCTA dénonce cette restriction qui d'une part, stigmatise les personnels et, d'autre part, déresponsabilise les encadrements locaux. Une fois de plus, aucun argument n'est avancé ;
- ☀ **Temps partiel pour convenances personnelles** : malgré la crise sanitaire, la DO continue de s'opposer à ce que les contrôleurs en équipe puissent en bénéficier. Objectivement à court d'arguments, le DO conclut finalement par un « de toute façon c'est moi qui décide » injustifiable.

Le dialogue social mené par la direction des opérations n'est plus caractérisé par le débat d'idées : le contradictoire a laissé place au dogme aveugle et à l'autoritarisme assumé.

Ce type de management d'un autre âge n'a pas sa place à la DGAC.